



ASSOCIATION FRANÇAISE
POUR LES NATIONS UNIES
Aix-en-Provence

APPEL À CONTRIBUTION

L'Observateur des Nations Unies – Volume 42 (2017-1)

« LE DROIT DE LA MER AU XXI^{ÈME} SIÈCLE »

Depuis quelques années, on constate que la Communauté internationale porte une attention accrue aux mers et océans. Comme le relève le Secrétaire général des Nations Unies dans son dernier rapport annuel sur les océans et le droit de la mer, celle-ci est en effet « de plus en plus consciente de leur valeur économique, de l'importance des écosystèmes qu'ils abritent et de leur rôle critique dans la résolution de bon nombre des problèmes auxquels le monde est actuellement confronté »¹. Or, le droit de la mer, en tant qu'une des plus anciennes branches du droit international public, repose principalement sur la Convention dite de « Montego Bay » du 10 décembre 1982. 35 ans après sa signature et 23 ans après son entrée en vigueur, **la « maritimisation » croissante des problématiques économiques, géopolitiques et environnementales conduit à s'interroger sur l'adéquation entre le régime juridique des mers et des océans mis en œuvre depuis 1982 et le contexte international du XXI^{ème} siècle.**

Force est d'abord de constater que la Convention a trouvé à s'appliquer efficacement dans de nombreux domaines, s'imposant comme un garant incontournable de la paix et de la sécurité internationales. Son système institutionnel, notamment, s'est opérationnalisé. La Commission des limites du plateau continental a ainsi reçu de nombreuses demandes de la part des États côtiers pouvant prétendre à un plateau continental au-delà de 200 mille marins, dépassant largement les estimations établies durant les négociations. De même que l'Autorité internationale des fonds marins a enrichi son Code minier de plusieurs Règlements d'exploration, et est en phase de développer son tout premier Règlement d'exploitation des ressources minérales de la Zone.

Pour autant, malgré les 9 ans qu'il aura fallu à la rédaction de la Convention, de nombreuses imprécisions ou lacunes perdurent, ce d'autant plus que depuis 1982 le droit de la mer a connu d'importants développements. Sont alors apparus de nouveaux enjeux qui n'avaient pas été – ou insuffisamment – entrevus lors des négociations. L'exemple le plus remarquable est peut être celui du changement climatique dont la Convention ne fait nullement mention. Au-delà, de nombreuses problématiques se posent aujourd'hui quant à **la conservation du milieu marin**, telles que la préservation de la biodiversité dans les zones au-delà de toute juridiction nationale, ou encore l'établissement d'aires marines protégées en haute mer.

Les limites de la Convention sont par ailleurs interrogées face aux **phénomènes de surexploitation et de raréfaction des ressources naturelles** et aux **revendications croissantes de certains États sur les mers et les océans**. Quoique la Convention prévoise des règles précises quant à la délimitation des espaces maritimes, les contentieux étatiques en la matière restent nombreux. L'Arctique ou la Mer de Chine, pour ne citer qu'elles, sont des zones où le mélange de considérations tant économiques que politiques et stratégiques pousse les États à rechercher des interprétations avantageuses de la Convention – quitte à se défaire largement de son inspiration originelle.

De la même manière, le problème de **la criminalité en mer** impose que soient trouvées des solutions juridiques face à une Convention de Montego Bay pauvre en la matière. Le maintien d'un ordre public

¹ *Les océans et le droit de la mer*, Rapport du Secrétaire général, 6 septembre 2016, 71^e session, 1/71/74/Add. 1, §139.

maritime nécessite notamment de renforcer la coopération internationale face à des menaces aussi pressantes que le trafic de migrants ou de drogues, les actes de piraterie, la criminalité transnationale organisée, le terrorisme ou encore la pêche illicite.

Plus largement, enfin, l'architecture institutionnelle et normative sur laquelle s'appuie **la gouvernance des mers et des océans** fait montre d'une certaine complexité, du fait de sa fragmentation sectorielle et/ou régionale et d'un manque de coopération entre les différentes institutions spécialisées. Or, certains réajustements s'imposent face à la nécessité d'en maintenir la cohérence et la légitimité ainsi que de promouvoir une gestion plus « intégrée » des mers et des océans.

C'est à ces interrogations (loin d'être exhaustives) que *L'Observateur des Nations Unies* a décidé de dédier son prochain volume. Le thème du droit de la mer avait déjà été abordé dans notre revue en 2004, en l'honneur du Professeur Claude Imperiali. Néanmoins, au regard des importantes évolutions intervenues depuis lors, il semblait indispensable de revenir sur ce vaste sujet, dans le but de dresser un bilan des progrès accomplis et d'identifier les défis qui restent à relever à l'aune du XXI^{ème} siècle. Les contributeurs pourront ainsi se saisir d'un thème spécifique, conformément aux orientations définies ci-dessus.

Nous vous invitons à soumettre vos projets de contribution **avant le 25 juin 2017** à l'adresse suivante : obsnu42@gmail.com. Tout document devra être envoyé sous format .doc. Nous reprendrons contact avec vous au plus tard le **2 juillet 2017**, après sélection des contributions par le comité scientifique de la revue. Nous vous communiquerons à ce moment un premier plan du numéro.

Les travaux complets des contributeurs devront être remis le **15 novembre 2017 au plus tard**. Des corrections pourront être demandées à la suite de cet envoi, avant mise en page et lancement de la publication du numéro **au mois de décembre**.

Sandra PAHOR
Responsable du volume



ASSOCIATION FRANÇAISE
POUR LES NATIONS UNIES
Aix-en-Provence

CALL FOR PAPERS

L'Observateur des Nations Unies – Volume 42 (2017-1)

« THE LAW OF THE SEA IN THE 21st CENTURY »

In recent years, the international community's focus on seas and oceans has been steadily growing. As stated by the Secretary General of the United Nations in his latest report on Oceans and the law of the sea, '[oceans] are at the forefront of the attention of the international community, in particular as result of an increasing recognition of their economic and ecosystem value and critical role in addressing many of the current global challenges'. Nowadays, the law of the sea, despite being one of the oldest branches of public international law, is mainly embodied by the Montego Bay Convention adopted on December the 10th 1982. **35 years after its signature and 23 years after its coming into force, the increasing 'maritimisation' of economic, geopolitical and environmental issues prompts debate about the adequacy between this 1982 legal regime and the 21st century international context.**

The Convention has undeniably been effectively applied to many fields, thus asserting itself as an indispensable tool for international peace and security. Most notably, its institutional system has been operationalized. For instance, the Commission on the Limits of the Continental Shelf received several requests – far more than originally expected during the negotiations on this body – from coastal states wishing to extend the limit of their continental shelf beyond 200 nautical miles. On a similar note, the International Seabed Authority has added several regulations on the exploration of deepsea marine minerals to its Mining Code and is currently developing its very first regulation on the exploitation mineral resources in the Area.

However, despite 9 years of negotiations, the Convention still contains a number of inaccuracies or shortfalls, even more so with the important new developments that recently occurred with regard to the law of the sea. New issues, which had not been – or insufficiently – foreseen during the negotiations, are now crucial stakes of the global governance of oceans and seas. One of the most remarkable examples is perhaps the climate change issue to which the Convention does not refer to. Moreover, the preservation of the marine environment is now raising new stakes, such as the protection of biodiversity in areas beyond national jurisdiction or the establishment of marine protected areas in the high sea.

The limits of the Convention are, furthermore, highlighted by **the overexploitation and rarefaction of marine resources and the increasing claims made by States on seas and oceans**. Although the Convention provides for precise rules concerning maritime delimitation, disputes are still abundant. The Arctic or the South China Sea, to name just a few, are areas for which States, due to a combination of economic, politic or strategic considerations, try to formulate advantageous interpretations of the Convention, with little consideration to its original inspiration.

Similarly, the problem of **criminality at sea** requires to find legal solutions, knowing that the Convention is lacking on this issue. The preservation of a maritime public order calls for the strengthening of the international co-operation in order to tackle migrants and drugs trafficking, piracy, organized transnational criminality, terrorism or illegal fishing activities.

Finally, **the governance of seas and oceans** is based on a complex institutional and normative architecture. This complexity is the result of the sectorial and regional fragmentation of this topic and the

lack of co-operation between the various specialized institutions. Consequently, adjustments have to be done in order to maintain its coherence and legitimacy, as well as to promote a more integrated management of seas and oceans.

Our next issue of *L'Observateur des Nations Unies* intends to be dedicated to these numerous – and far from exhaustive – interrogations. Even though the subject of the law of the sea has already been subject to a special volume in our review in 2004, in honour of Professor Claude Imperiali, the evolution that occurred since then make it essential to return to this vast theme in order to draw conclusions regarding the progress made and to identify challenges which remain to be met in the 21st century. We invite future contributors to take hold of one specific theme, according to the previously defined orientations.

We invite you to submit your projects of contribution before the **25th June 2017** at the following address: obsnu42@gmail.com. All documents will have to be sent in doc. format.

We will renew contact with you on the **2nd July 2017** following the selection of the contributions by the scientific committee instituted for evaluation and review. At this date, the outline of the volume will also be disclosed.

The final papers will have to be submitted on **15th November 2017 latest**. Some corrections might be requested subsequent to the submission of the contribution, before the page layout and the publication is launched during **the month of December**.

Sandra PAHOR
Head of publications